

45527



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.: LIMITEE

E/ECA/PSD.7/5  
21 février 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième session de la Conférence commune des  
planificateurs, statisticiens et démographes africains

Addis-Abeba (Ethiopie), 2 - 7 mars 1992

**ETUDE DE LA STRUCTURE DES MARCHES AFRICAINS DANS L'OPTIQUE  
DU MARCHE COMMUN AFRICAIN : RESTRUCTURATION DE LA  
CAPACITE DE PRODUCTION AFRICAINE**

333711

## INTRODUCTION

1. Lors du Sommet de l'OUA tenu à Abuja (Nigéria) en juin 1991, les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont signé un traité portant création de la Communauté économique africaine, dont le programme-cadre d'intégration économique se fonde sur le renforcement et la coordination des mesures prévues par les actuels programmes sous-régionaux de coopération économique.
2. Quelques travaux de recherche à une échelle limitée ont déjà été effectués par des institutions africaines de recherche sur les modalités, mais uniquement sur une base ponctuelle. Au titre du programme de travaux de recherche de la CEA, des études ont été réalisées sur la planification sectorielle au niveau des groupements sous-régionaux de coopération et elles ont permis l'examen exhaustif des limitations et des possibilités de la coopération dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des transports<sup>1</sup>. Il y a également eu des travaux de recherche relatifs à l'harmonisation au niveau sous-régional des plans nationaux de développement<sup>2</sup>. Néanmoins, il faut encore multiplier les efforts, sur ces deux plans entre autres, afin de jeter les bases d'une recherche plus intensive et de mieux préparer la fusion des marchés africains en un seul marché.
3. Une politique de développement autonome, comme l'indiquent le Plan d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos, se fonde essentiellement sur une coopération économique régionale axée sur le développement du commerce intra-africain. Les structures actuelles de coopération économique (la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest - CEDEAO -, la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest - CEAO -, l'Union du fleuve Mano, la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale - CEEAC -, l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale - UDEAC -, la Communauté économique des pays des Grands Lacs - CEPGL -, la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe - ZEP -, l'Union du Maghreb arabe - UMA -, etc.) centrent leurs efforts sur le commerce intra-africain et sur la coopération socio-économique, considérés comme catalyseur et principal moteur de la croissance et du développement. Toutefois, les actions que ces organisations ont menées jusqu'à présent n'ont guère contribué à une augmentation sensible du volume des échanges intra-africains.
4. Devant la multiplication des blocs économiques régionaux, en Europe, en Amérique du Nord et dans le Pacifique, il est de plus en plus évident que les pays africains en développement devront adopter une stratégie similaire pour assurer leur propre croissance. Cette démarche leur permettra non seulement d'accroître leur capacité de production mais encore d'être plus compétitifs sur les marchés internationaux. Cependant, cette coopération n'aura de sens et ne sera avantageuse que si les pays procèdent à une réorientation de leurs structures de production.
5. La présente étude, qui fait partie d'une série d'études portant sur la création progressive d'un marché commun africain, porte essentiellement sur les structures de production et le potentiel industriel des pays africains ainsi que sur les modalités d'un développement de la coopération sous-régionale en matière de

---

<sup>1</sup> Ces études ont été respectivement présentées aux sessions de 1986 et de 1988 de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains. Voir "La Planification sectorielle au sein des mécanismes de coopération régionale", première partie (E/ECA/PSD.4/8), Addis-Abeba, mars 1986; "La planification sectorielle au sein des mécanismes de coopération sous-régionale", deuxième partie (E/ACA/PSD.5/7 et Add.1 à 4), mars 1988.

<sup>2</sup> Voir le document "Harmonization of National Development Plans at the Subregional Level" (E/ECA/PSD.6/8) qui a été soumis à la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, en janvier 1990, à Addis-Abeba.

production et d'échanges. On y analyse tout particulièrement les obstacles à la promotion du commerce intra-africain et on y définit les possibilités de réorienter les structures de production et de commercialisation.

## **I. PRODUCTION SOUS-REGIONALE ET COOPERATION COMMERCIALE**

6. On recense aujourd'hui plus de 200 organisations de coopération en Afrique, dont 80% sont des organisations intergouvernementales (OIG). Le reste est formé d'organisations non gouvernementales (ONG). Leurs activités portent sur la sécurité collective, l'intégration régionale, la mise en valeur des ressources humaines et la mise en place d'infrastructures ainsi que sur des domaines plus restreints et plus spécifiques comme la coopération entre les producteurs de clayonnage en Afrique de l'Est ou à des domaines hautement techniques et spécialisés comme l'énergie solaire ou la cartographie, les levés topographiques et la télédétection. Depuis les indépendances, le mouvement s'est étendu à des structures plus larges à savoir : des groupements sous-régionaux envisageant sous un angle à la fois plus précis et plus ouvert l'intégration et la coopération économiques sous-régionales, tels que la CEDEAO, la CEEAC, la ZEP, la SADCC, l'UDEAC, etc.

7. Malgré la création de ces instances sous-régionales, le volume des échanges intra-sous-régionaux est resté très faible, et baisse même dans certains cas (Annexe I et II). Les échanges sont plus développés dans la CEDEAO et dans la sous-région de la ZEP qu'en Afrique du Nord et en Afrique centrale. Le commerce entre les sous-régions varie de manière imprévisible. Le volume des échanges intra-africains stagne à 4-5% du commerce total régional depuis dix ans.

8. Plusieurs facteurs expliquent la médiocrité des résultats du commerce intra-africain. Les principaux sont les suivants: i) des politiques macro-économiques inadaptées; ii) le maintien de programmes de substitution de productions locales aux importations ne tenant pas compte des potentialités en termes d'avantages comparés à long terme; iii) la concentration excessive des activités économiques dans le secteur public; iv) l'orientation exclusive des activités économiques sur des produits primaires exportés à l'extérieur de la région; v) l'absence de coordination des politiques nationales de développement industriel; vi) l'insuffisance, voire l'absence totale d'infrastructures de transport et de communication au service du commerce intra-régional; vii) l'absence d'harmonisation des politiques commerciales, financières et monétaires et des politiques de taux de change entre les pays; ix) la persistance de barrières douanières ainsi que d'accords de commerce et de paiement hérités de l'ère coloniale; x) des structures de la consommation et des dépenses inadaptées favorisant les produits étrangers.

9. Pour toutes ces raisons, le développement du commerce intra-africain doit reposer en partie sur une réorientation totale des mécanismes traditionnels et sur la conception de nouveaux mécanismes ajustant l'offre à la demande et permettant de rationaliser les structures de production, faciliter la libre circulation des personnes et des biens ainsi que la compensation et la gestion des soldes. En outre, des améliorations du transport (notamment du fret aérien et des communications) des accords de compensation, des mécanismes d'ajustement de l'offre à la demande (bourses de produits, contrats passés entre associations professionnelles) et de la commercialisation s'imposent.

10. L'Afrique apprend donc à ses dépens que la stagnation chronique du commerce intra-africain est due principalement à l'absence de complémentarité entre les pays d'une même sous-région. Cette lacune constitue le plus grand obstacle de nature structurelle à l'expansion des échanges. Le présent document ne porte que sur un aspect des structures de production, qui sont interdépendantes, et vise à analyser le problème fondamental de la non-complémentarité.

## **II. REORIENTATION DES STRUCTURES GLOBALES DE PRODUCTION ET DE COMMERCIALISATION**

11. En plus de la notion traditionnelle de libéralisation du commerce, il faudra, pour assurer l'intégration sociale et économique de l'Afrique une conception de la production qui mette l'accent sur l'autosuffisance et l'autonomie. Le modèle africain d'intégration doit être la concrétisation à la fois d'une intégration des

marchés, où ce sont les mécanismes du marché qui déterminent les secteurs et la portée de la coopération, celle et d'une intégration de la production et des infrastructures. Alors que les unions douanières traditionnelles ont en pratique une perspective fondamentalement commerciale - elles mettent l'accent avant tout sur les échanges commerciaux -, les communautés économiques sous-régionales africaines ont adopté comme stratégie de développement de préférence à une optique commerciale, une approche globale du développement, qui se traduit par de nombreux traités constitutifs de zones d'échanges préférentiels assortis de protocoles relatifs aux transports, à l'industrie, à l'agriculture et à d'autres secteurs de production et infrastructures. Cette approche multisectorielle, qui garantit un programme équilibré en combinant l'harmonisation des politiques industrielles et agricoles et des politiques d'investissement avec le développement de réseaux commerciaux, est une nécessité absolue pour l'avenir de la coopération régionale en Afrique.

12. La faiblesse du volume des échanges commerciaux intra-régionaux et entre les sous-régions déclarés ne s'explique pas uniquement par le fait que les pays membres de groupements économiques sous-régionaux appliquent, sur le plan national et sectoriel, des politiques et des stratégies de développement divergentes, voire contradictoires; elle est due aussi à la faiblesse des moyens de production. Dans de nombreux cas, les programmes de coopération sont dans la pratique centrés sur l'expansion du commerce et n'accordent pas suffisamment d'attention à la production des biens que les pays sont censés échanger. Il n'y a ni véritable planification ni véritable gestion sous-régionale de la production; pour la plupart, les programmes d'intégration n'ont abouti ni à une définition précise des mécanismes destinés à créer et à mettre en valeur des secteurs productifs, ni à leur intériorisation dans la sous-région, ni à leur intégration horizontale ou verticale.

13. En réalité, on ne connaît pas grand chose de l'offre intra-africaine potentielle. Les structures de production et de commercialisation des pays africains sont avant tout tournées vers les marchés extérieurs et de nombreux pays ignorent qu'ils peuvent trouver des débouchés dans des pays africains voisins. L'offre et la demande nationales, régionales et sous-régionales sont mal connues, de même que les capacités et les moyens d'action en matière d'approvisionnement. Il existe d'autres obstacles, notamment les barrières linguistiques et historiques, les réglementations et les procédures douanières, l'absence de biens compétitifs produits localement et la non-convertibilité des monnaies africaines entre elles.

14. Comme il ne suffit pas de créer une union douanière pour rendre les structures de production et de commercialisation plus productives ou plus rentables, l'objectif qui doit primer dans une coopération sous-régionale est soit ajuster les structures économiques qui existent pour qu'elles conviennent à l'intégration, soit en créer de nouvelles. Le moyen de s'en sortir est d'exploiter les complémentarités entre les ressources et les produits africains et de favoriser le commerce entre les importateurs et les exportateurs africains. Certaines institutions sous-régionales ont déjà mis en place des réseaux d'information et de promotion commerciales. Les gouvernements peuvent jouer un rôle en fournissant des informations sur la disponibilité, les types et la qualité des biens et services mais la coopération entre entreprises commerciales et industrielles africaines sera plus effective par le biais des chambres de commerce et d'industrie et des associations professionnelles. Mais, surtout, il faut rendre le libre échange intra-africain compatible avec les systèmes économiques et sociaux et de production des pays membres et réorienter les structures de production et de consommation de façon qu'elles répondent aux besoins de la région.

15. Pour relever le niveau de la production africaine et des échanges commerciaux intra-régionaux, plusieurs grandes réorientations sont indispensables. Premièrement, on doit sérieusement poursuivre l'objectif consistant à rendre les structures de production et de consommation moins extraverties. A cet égard, il faut coordonner les programmes agricoles et industriels après avoir dûment comparé les avantages, les dotations en facteurs et la taille des marchés respectifs et en cherchant à assurer l'équité. Décentraliser la coordination, en confiant les responsabilités d'un secteur ou d'un projet à un Etat membre (comme c'est le cas dans la SADCC), constitue un moyen d'obtenir un bon rapport coût-efficacité permettant de réorienter les structures de production et de consommation existantes en vue de l'intégration économique.

16. Quatre actions prioritaires doivent être entreprises simultanément en vue de la création progressive d'un marché commun africain : i) intégration des structures de production, en commençant par celle des biens intermédiaires et des biens d'équipement; ii) utilisation rentable et échange de la main-d'oeuvre qualifiée et des entrepreneurs; iii) intégration des infrastructures matérielles (transport et communications, réseaux de production énergétique) et institutionnelles; iv) libre circulation des facteurs de production.

#### A. Transformation et intégration des structures de production

17. L'intégration économique des pays africains en développement doit être entreprise en tant qu'opération visant à créer un réseau de production sous-régional viable, où une planification multisectorielle favoriserait les relations inter-sectorielles et intra-sectorielles, établissant ainsi entre la production et la consommation des liens plus cohérents qui permettraient d'amorcer le processus d'un développement soutenu et autonome. Pour cela, il faut restructurer les économies nationales en fonction des ressources et de la division du travail dans la sous-région.

18. Le développement du commerce intra-africain passe obligatoirement par une amélioration des structures de production, une certaine division du travail, l'existence d'une infrastructure de transports et de communications adaptée ainsi que d'un mécanisme bien conçu de règlement des transactions. Tout cela existait en Europe à la naissance de la CEE. Ce qu'il faut, c'est donc développer et transformer les structures actuelles de production agricole et industrielle afin qu'elles répondent aux besoins du commerce intra-africain.

##### 1. Coopération en matière de production agricole

19. Les programmes d'intégration doivent viser à créer des complémentarités au niveau sous-régional en incitant les Etats membres à se spécialiser dans les quelques cultures ou secteurs d'activités pour lesquels la nature les a avantagés par rapport à d'autres.

20. En Afrique de l'Ouest par exemple, les pays forestiers et côtiers comme la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria peuvent se spécialiser dans la production de café, de cacao, de bois, dans la pêche, etc., tandis que les pays sahéliens peuvent produire de l'arachide, du coton, des produits d'élevage, etc. De telles complémentarités peuvent constituer la base d'un commerce sous-régional de produits agricoles. Des mesures ont déjà été prises pour lever les barrières tarifaires sur les produits alimentaires et agricoles non transformés et, entre 1976 et 1986, le commerce intra-africain de maïs, de blé, de farine, de sucre et de miel a progressé de 17%.

21. En fait, la CEDEAO a un projet agricole fondé sur la mise en valeur des écosystèmes et des terres arables disponibles, dont l'objectif est l'autosuffisance en aliments de base. Ce projet prévoit, entre autres, la création dans la sous-région de centres de zootechnie et de multiplication de semences, qui travailleraient sur les semences les mieux adaptées aux milieux naturels (pays forestiers ou pays sahéliens). On renforce également les programmes sous-régionaux en faveur de l'élevage dans les pays du Sahel et de la pêche dans les pays côtiers, en vue de l'intégration du marché sous-régional de l'élevage et de la pêche, dans le cadre de la préparation de programmes sous-régionaux de sécurité alimentaire et d'un marché commun de produits alimentaires. Ce qu'il faut maintenant, c'est déterminer quel pays devrait se spécialiser dans telles ou telles cultures pour le marché sous-régional et, en raison des problèmes de ressources, limiter la spécialisation des pays à quelques cultures seulement.

22. En Afrique centrale, les cinq pays à vocation essentiellement agricole (Burundi, Tchad, Rwanda, Guinée équatoriale, République centrafricaine) peuvent, en se spécialisant dans certaines cultures ou certains produits d'élevage, approvisionner en produits alimentaires et agricoles les pays qui sont surtout tournés vers la production de pétrole ou les industries extractives (comme le Cameroun, le Congo, le Gabon et le Zaïre). La CEEAC coordonne les programmes agricoles axés sur l'autosuffisance et la sécurité alimentaires et l'UDEAC et la CEPGL exécutent des projets spécifiques s'inscrivant dans ces programmes, tels que les centres de recherche agricole et animale en vue de la multiplication et de la diffusion de nouvelles races et

variétés, du développement de la zootechnie, concernant en particulier les ovins, les caprins, les porcins, etc.

23. Par exemple, des possibilités existent pour le Tchad et la République centrafricaine de se spécialiser dans la production de produits carnés et de les exporter vers les pays côtiers comme le Congo, le Gabon, le Cameroun et vers le Zaïre. Le Congo pourrait produire de la farine de manioc et l'exporter vers le Zaïre et le Gabon; la République centrafricaine pourrait produire du coton et l'exporter vers le Zaïre, un pays limitrophe; le Rwanda et le Burundi pourraient produire des légumes (haricots), des fruits et des pommes de terre et les exporter vers le Zaïre et le Gabon; la Guinée équatoriale pourrait produire de la banane plantain, des bananes et des légumes et les exporter vers le Gabon; etc.

24. Presque dans tous les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, l'économie est essentiellement agricole, sauf pour l'Angola où le secteur pétrolier domine. Au Zimbabwe et au Kenya, l'appareil économique a une structure assez diversifiée. Quant à la Zambie, son économie est dominée par l'industrie extractive du cuivre. Malgré ces potentialités, certains pays connaissent des déficits vivriers (Ethiopie, Kenya, Malawi, Tanzanie et Zimbabwe); ces pays tireraient un grand profit d'un développement des échanges de produits alimentaires avec ceux qui ont des excédents (par exemple le Botswana, le Lesotho et le Swaziland). Le Southern African Centre for Cooperation in Agricultural Research (SACCAR), de la SADCC, créé en 1985 pour coordonner les initiatives de la sous-région en matière de recherche agricole, a réalisé plusieurs projets, dont des projets d'amélioration de la culture du sorgho, du mil et de légumineuses ainsi que de gestion des ressources en terres et en eau. En matière de pêche, l'accent est mis sur la pêche commerciale mais la pêche artisanale n'est pas oubliée.

25. Ici encore, le rôle des programmes d'intégration n'est pas seulement d'aider les pays membres à développer leur capacité de production agricole mais aussi à amorcer des mesures qui les encourageront à se spécialiser dans la production de produits agricoles ou alimentaires précis devant être échangés sur le marché sous-régional, autrement dit de créer des complémentarités entre les pays ayant des déficits vivriers et ceux qui ont des excédents. Ainsi, le Lesotho pourrait se spécialiser dans la production de fruits et de légumes, le Swaziland dans celle de maïs, de sorgho et de mil ainsi que de produits de la pêche et de la forêt, qu'il exporterait vers les autres Etats membres de la ZEP, etc. La sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe est connue pour avoir les régions d'élevage les plus étendues de l'Afrique; des dispositions peuvent être prises prévoyant la spécialisation de certains pays dans certains types de productions animales qu'ils fourniraient aux autres pays de la sous-région.

26. Contrairement à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique australe, l'agriculture n'est pas le secteur dominant dans les pays de l'Afrique du Nord, sauf au Soudan. La plupart d'entre eux sont producteurs de pétrole (comme l'Algérie, la Libye et même l'Egypte et la Tunisie) ou bien possèdent une infrastructure industrielle importante (par exemple l'Egypte et le Maroc). Le potentiel agricole est concentré dans les zones littorales et 4% seulement de la superficie totale sont cultivés. On peut faire en sorte que ces zones se spécialisent dans la production de produits alimentaires et agricoles spécifiques, comme l'huile d'olive, les agrumes, le raisin et le vin d'exportation pour le marché sous-régional.

## 2. Coopération en matière de production industrielle

27. Les possibilités d'expansion des échanges intra-africains en produits manufacturés et transformés sont prometteuses car des complémentarités entre produits manufacturés se dessinent dans plusieurs sous-régions. Le commerce de produits primaires a une longue histoire en Afrique puisqu'il a été créé principalement pour alimenter les marchés européens. Puisque sur les marchés internationaux les cours de ces produits ne cessent de chuter, l'Afrique doit accroître la transformation de ces produits. Des produits alimentaires, comme le cacao, le café, les légumes, l'huile, et les produits laitiers comme le lait, le fromage et le beurre peuvent être transformés en Afrique. De la même manière, on peut développer la transformation de matières premières agricoles comme les peaux et les cuirs bruts, le caoutchouc naturel et les fibres de coton. En fait, l'offre de matières premières transformées et de produits industriels finis n'est pas à la hauteur de la demande dans plusieurs pays des diverses sous-régions.

28. On estime que, pour toutes les sous-régions, le volume des échanges non déclarés de biens manufacturés et transformés équivaut à celui des échanges déclarés. Voilà qui indique indirectement qu'il existe entre les productions des pays africains des complémentarités que l'on peut étudier. Si les restrictions étaient levées, des créneaux vitaux du secteur non structuré, fondés sur des besoins réciproques, pourraient se développer.

29. Il s'impose donc d'avoir un programme commun d'investissement ou, au moins, d'harmoniser dans toute une sous-région les législations favorables aux investisseurs, de façon à parvenir à une complémentarité des politiques et à décourager les abus de la part des investisseurs multinationaux étrangers. Une division bien nette du travail et un système bien défini d'encouragement aux investisseurs contribueront considérablement non seulement à attirer les investisseurs extérieurs et intérieurs mais aussi à réduire au minimum la concurrence, inutile et source de gaspillage, entre les pays et garantiront que les industries créées pour les besoins de l'intégration sont régulièrement réparties dans une sous-région.

30. Par exemple, l'Afrique de l'Ouest offre des possibilités énormes pour la production et le commerce de biens industriels. Ainsi, le Nigéria produit en quantités considérables du pétrole brut et des produits pétroliers ainsi que du charbon et peut en fournir à ses voisins, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Sierra Leone. Etant donné les potentialités du Nigéria et sa nombreuse population, d'autres pays pourraient y développer leurs exportations de denrées alimentaires transformées et de produits manufacturés. Le Ghana pourrait se spécialiser dans la production et l'exportation, vers les autres pays de la CEDEAO, de plusieurs produits intéressants comme l'ananas, les produits du bois, les textiles, les cuirs et les simili-cuirs, les produits chimiques, les appareils électriques, le tabac fabriqué, les allumettes et les bougies; la Côte d'Ivoire pourrait augmenter sa production et ses exportations vers les autres pays de la CEDEAO de quelques produits transformés comme les engrais, les textiles, le papier, le riz, le coton, le caoutchouc naturel, le sucre, du pétrole et du savon raffinés, pour lesquels ce pays possède comparativement des avantages.

31. De la même manière, la capacité des raffineries de pétrole d'Abidjan (Côte d'Ivoire), estimée à entre 200 000 à 300 000 tonnes par an, peut compléter celle du Nigéria pour satisfaire la demande de la sous-région. Le Nigéria exporterait sur Abidjan du pétrole brut à raffiner et la Côte d'Ivoire réexporterait le pétrole raffiné vers les autres pays de la CEDEAO. On pourrait mettre au point des dispositions similaires entre le Nigéria et la Sierra Leone. Au Sénégal, on pourrait exploiter intensivement le pétrole, le gaz naturel et les gisements de phosphates aux fins d'exportation vers les pays limitrophes. Ainsi, les programmes sous-régionaux pourraient inciter chaque pays ou groupe de pays à se spécialiser dans la production d'un ou de plusieurs biens manufacturés pour répondre à la demande sous-régionale.

32. L'un des facteurs les plus positifs pour l'intégration économique de la sous-région de l'Afrique centrale est le fait qu'elle possède un potentiel hydroélectrique considérable. La capacité excédentaire actuelle de production d'hydroélectricité permettrait de créer une base industrielle dans la sous-région. De plus, la capacité potentielle autoriserait des exportations vers les sous-régions limitrophes déficitaires en énergie, comme l'Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, l'abondance de matières premières minérales (pétrole et gaz, gisements de minerai de fer, bauxite, manganèse, phosphates, potassium et charbon) permettrait une industrialisation rapide de cette sous-région, si les pays se spécialisaient en fonction de leurs ressources naturelles.

33. Dans le même ordre d'idées, on pourrait encourager le Congo à se spécialiser dans la production d'engrais phosphatés en vue d'en exporter vers les pays de la CEEAC; le Zaïre pourrait tirer parti de l'importante production d'hydroélectricité du barrage d'Inga pour en exporter vers le Congo, la République centrafricaine et le Gabon. Le Zaïre et le Cameroun se complètent très bien sur le plan industriel. Les produits comme les ampoules, les câbles, le matériel et les équipements électriques que le Cameroun importe de l'extérieur de la région pourraient être fournis par le Zaïre tandis que, de son côté, le Zaïre pourrait importer des produits pour lesquels le Cameroun possède comparativement des avantages, comme le chocolat, la confiserie, les bonbons, les parfums, certaines fournitures scolaires, des produits chimiques, etc.

34. Le Zaïre, avec les grandes possibilités qu'il présente pour le cuivre et les sulfates, peut satisfaire la demande sous-régionale en engrais. Le Rwanda et le Burundi importeraient l'énergie, le sulfate de potassium et le bois des autres pays de la CEEAC et, en revanche, pourraient produire en très grandes quantités et exporter une large gamme de produits agro-industriels comme les biscuits, la confiserie de Cookirwa-Confirwa, la confiture et d'autres conserves, les allumettes de Butare, etc. pour payer ces importations. Le Gabon, qui importerait des produits alimentaires et agricoles des pays voisins, pourrait être amené à se spécialiser dans la production et l'exportation de produits industriels tels que le phosphate tricalcique, le clinker, le ciment de N'Toun, le pétrole (pour la raffinerie du Zaïre), etc.

35. Les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe membres de la ZEP sont très riches en facteurs de production d'engrais, dont le gaz naturel, le charbon, l'électricité, le phosphate, le soufre ou la pyrite, la sylvinite ou la carnalite pour la potasse. Par exemple, on estime que l'usine d'engrais phosphatés ougandaise produit annuellement environ 75 000 tonnes de superphosphates simples. L'usine d'engrais du Zimbabwe a une capacité de production de 600 tonnes par jour. Ces deux pays pourraient satisfaire la demande d'engrais de toute la sous-région. La mise en place de programmes d'industrie sidérurgique en Angola, au Kenya, à Madagascar, à Maurice, au Mozambique, en République-Unie de Tanzanie, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe est en cours. Du fait de la création de ces complexes industriels, il sera nécessaire d'inclure le fer spongieux, la fonte brute, les brames et les billettes dans la liste commune des produits bénéficiant d'un traitement préférentiel dans les échanges. Selon les estimations, la demande directe de fonte et d'acier devrait doubler entre 1990 et l'an 2000 en passant de 2,9 à 6,5 millions de tonnes. Il faudrait maintenant définir des domaines de spécialisation et de complémentarité, ce qui contribuerait à l'instauration d'une stratégie rationnelle pour la production sidérurgique et le commerce de produits sidérurgiques entre pays de la sous-région.

36. En Afrique australe, environ 50 % du total des biens échangés à l'intérieur de la SADCC sont des biens manufacturés ou semi-manufacturés, bien qu'ils ne représentent qu'approximativement 10 % des exportations totales. La majeure partie des échanges portent sur les exportations de textiles, de coke, de ciment, d'acier, de médicaments, de produits pharmaceutiques, de savons, de papier et de machines agricoles du Zimbabwe. Il faudrait donc pousser les pays à se spécialiser dans certaines productions et accroître les complémentarités entre produits industriels à échanger dans la sous-région.

37. En Afrique du Nord, qui est dotée d'une importante infrastructure industrielle (environ 50 % du total de la production industrielle africaine provient de cette sous-région), la coopération en matière de production industrielle, de commerce et de douane se limite à des accords bilatéraux en relativement grand nombre. Dans cette sous-région aussi, les pays devraient harmoniser leurs politiques industrielles de façon à créer des spécialisations en production industrielle et à multiplier les complémentarités entre produits échangés.

38. Il reste le problème de la répartition des nouvelles industries au niveau sous-régional: elle devrait être régie par une formule convenue par les pays et garantissant la production de certains produits industriels de base figurant sur une liste d'industries agréée, de façon que chaque pays puisse consacrer ses maigres ressources à un domaine de spécialisation en satisfaisant la demande sous-régionale au lieu de les éparpiller dans toutes sortes d'industries en devant vraisemblablement supporter des coûts très élevés. En l'absence d'une liste agréée d'industries, il faut au moins harmoniser les incitations à l'investissement à l'intérieur d'une zone sous-régionale intégrée.

#### B. Mise en valeur et utilisation des ressources humaines

39. La mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines au niveau sous-régional n'est pas totalement intégrée dans les divers programmes sous-régionaux d'intégration. Les Etats membres sont obligés de gaspiller leurs ressources déjà minces à créer nombre d'institutions parallèles d'enseignement aux résultats constamment médiocres. Il faudrait donc inclure dans les programmes sous-régionaux d'investissement la mise en valeur des ressources humaines et la rentabilisation de leur utilisation grâce à la spécialisation des institutions d'enseignement supérieur et de formation et à l'échange d'entrepreneurs et de main-d'oeuvre qualifiée.

40. Par exemple, un pays pourrait se spécialiser dans la formation d'entrepreneurs africains au niveau des études universitaires supérieures, un autre dans la formation d'ingénieurs et de techniciens, un troisième dans la formation d'agronomes et de main-d'oeuvre agricole qualifiée, un autre encore dans la formation professionnelle en transports et communications, en fiscalité, en mécanique, en électronique ou en traitement électronique des données, etc. La spécialisation ainsi créée transformerait les institutions d'enseignement en centres sous-régionaux d'études avancées, évitant ainsi la sous-utilisation des ressources humaines déjà rares.

### C. Infrastructure matérielle et institutionnelle

41. Le deuxième préalable nécessaire à l'établissement progressif d'un marché commun est la création d'espaces sous-régionaux présentant une certaine cohésion. Cela implique la mise en place de réseaux sous-régionaux intégrés de transports et de communications ainsi que la production et la distribution d'énergie à des coûts modiques. Pour y parvenir, il faut définir une stratégie multidisciplinaire touchant les transports, les communications et l'énergie. Par exemple, en Afrique australe et en Afrique centrale, où le potentiel hydroélectrique est considérable, il n'existe aucun programme prévoyant l'interconnexion des réseaux ni l'exploitation du potentiel énergétique sous-régional en vue de répondre à la demande sous-régionale. En Afrique centrale, le commerce intra-sous-régional et la circulation de la main-d'oeuvre et du capital sont freinés par l'absence de réseaux de voies de transport. En Afrique de l'Ouest, on pourrait augmenter la production d'hydroélectricité du fleuve Gambie et la transporter à l'intérieur de l'espace sous-régional vers les pays limitrophes qui en ont besoin pour leur développement économique.

42. Il faudrait aussi associer au processus d'intégration économique les groupements d'intérêt socio-économique, tels que les chambres de commerce et d'industrie, le secteur privé, les syndicats, les associations professionnelles, les associations de jeunes et de femmes, les industriels, les cabinets-conseils, les associations d'ingénieurs, etc. L'intégration économique ne devrait pas être la responsabilité des seuls hauts fonctionnaires. Il faudrait insister sur le rôle potentiel du secteur privé dans l'intégration sous-régionale et sur le fait que celui des gouvernements se limite à créer le climat favorable indispensable.

43. L'une des raisons pour lesquelles les efforts de coopération industrielle sous-régionale échouent est l'absence d'un soutien financier de la part des Etats membres et des donateurs extérieurs. C'est pourquoi on devrait mettre sur pied à l'échelle sous-régionale des modalités de financement. L'autofinancement en faisant payer les usagers constitue une option viable pour de nombreuses institutions sous-régionales qui se trouvent aujourd'hui bloquées par des problèmes financiers. Alors que les importateurs et exportateurs obtiennent facilement des crédits pour financer le commerce entre l'Afrique et l'Europe, très souvent l'équivalent n'existe pas pour le commerce avec d'autres pays africains. Il faut envisager la création d'une banque pour les transactions commerciales dans chaque sous-région ou ouvrir un guichet d'import-export dans les banques sous-régionales qui existent pour financer des co-entreprises de production de biens d'importance stratégique.

44. L'instauration d'un marché commun n'exige pas seulement un désarmement douanier, prévu actuellement par bon nombre de programmes d'intégration, mais encore l'introduction d'un tarif commun pour les produits étrangers et la promotion de la coopération régionale en matière financière et monétaire afin de donner un essor aux échanges intra-communautaires. En outre, elle exige que l'on crée des chambres de compensation qui fonctionnent ou que l'on assoie sur des bases plus solides celles qui existent déjà. Cependant, pour les économies africaines, étant donné leur faible niveau de développement industriel, les profits statiques tirés de l'abolition de barrières tarifaires et non tarifaires et de l'institution, même généralisée, d'un tarif extérieur commun n'auront pas en eux-mêmes de grandes retombées. C'est en sélectionnant les industries régionales potentielles et en travaillant à leur promotion que l'on donnera des bases solides à une expansion du commerce intra-africain.

### D. Libre circulation des facteurs de production

45. Une plus grande mobilité de la main-d'oeuvre qualifiée serait nécessaire, ce qui impliquerait d'abolir toutes les restrictions sur la circulation des facteurs de production à l'intérieur des sous-régions. En réalité, les migrations sur de longues distances étaient courantes en Afrique: elles ont souvent été utiles dans le passé pour maintenir l'équilibre écologique et pour pallier les déficits vivriers. Les gens se déplacent d'un pays à un autre pour travailler dans les mines, à la construction ou en tant que dockers dans les ports. Ainsi, au milieu des années 80, la Côte d'Ivoire a reçu plus d'un million et demi de travailleurs étrangers, dont la plupart pour les secteurs de l'agriculture et des services. Des complémentarités en matière de main-d'oeuvre qualifiée sont également en train de se dessiner en Afrique de l'Ouest. Le Sénégal forme plus d'enseignants qu'il ne peut en employer et la Guinée a besoin d'enseignants supplémentaires. Le Ghana et le Nigéria peuvent être considérés comme des viviers de main-d'oeuvre qualifiée pour la sous-région, en particulier dans des domaines hautement spécialisés comme la recherche et la formation scientifiques.

46. A long terme, il faudra chercher de la main-d'oeuvre supplémentaire et des débouchés hors des zones traditionnelles et modifier profondément la structure de la production. Pour cela, il faudra, entre autres choses, qu'on envisage rapidement l'échange d'entrepreneurs et d'ingénieurs capables d'exploiter les ressources naturelles convenant à l'exportation. Cette restructuration exigera en outre la libre circulation des investissements en capital, par le biais d'un programme commun d'investissements prévoyant des mesures d'incitation pour tous les investisseurs, nationaux comme étrangers, prêts à entreprendre, individuellement ou conjointement, dans n'importe quelle zone convenue de la sous-région, pour le bénéfice de la communauté.

### III. CONCLUSION

47. Jusqu'ici, il est difficile de dire que les tentatives africaines de mettre en place des programmes d'intégration économique ont été couronnées de succès ou aient été positives. La faiblesse des progrès accomplis est attestée par les volumes dérisoires des échanges commerciaux déclarés intra-africains et intra-sous-régionaux. C'est pourquoi, à titre de premier pas vers la mise en oeuvre du Traité portant création de la Communauté économique africaine, on doit réorienter ou créer les structures sous-régionales de production et de consommation de façon à pouvoir réaliser les objectifs de l'intégration économique, en tenant compte en particulier des dotations en ressources et des avantages comparatifs. Dans chaque Etat membre, les structures nationales de production doivent être suffisamment développées; il faudra aussi réaliser l'intégration du point de vue matériel et institutionnel.

48. C'est seulement lorsque ces conditions seront remplies et que des mesures de libéralisation progressive des échanges, touchant d'abord les produits de base et intermédiaires, permettront d'avoir des structures de production plus rationnelles, favoriseront la spécialisation des Etats membres, excluront les produits non compétitifs et stimuleront le commerce intra-africain et, enfin, lorsque la main-d'oeuvre et le capital pourront circuler librement d'un pays à l'autre, l'établissement du marché commun africain suivra. En conclusion, dans le contexte africain, les programmes d'intégration des marchés devraient se fonder sur une structure plus réaliste de la production, qui permettrait d'appliquer des modèles d'intégration d'un bon rapport coût-efficacité axés sur des projets concrets dans des secteurs prioritaires.

## ANNEXE I

**Matrice du commerce entre les sous-régions (exportations)**

(en millions de dollars)

Sous-région exportatrice					
Partenaire	Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	Afrique centrale (CEEAC)	Afrique de l'Est et Afrique australe	Total pays africains en développement
<b>Afrique du Nord</b>					
1984	200,8	47,8	17,4	133,4	399,4
1985	371,1	71,3	33,5	115,7	591,6
1986	354,3	54,9	68,2	87,4	564,8
1987	475,5	15,6	1,2	37,9	
<b>Afrique de l'Ouest (CEDEAO)</b>					
1984	125,7	888,4	34,2	17,8	1 066,1
1985	52,9	1 067,4	51,6	5,3	1 177,2
1986	59,5	949,6	93,8	6,1	1 109,0
1987	99,7	79,7	38,2	2,9	496,1
<b>Afrique centrale (CEEAC)</b>					
1984	15,8	126,1	103,2	116,8	361,9
1985	18,7	106,6	74,3	107,4	307,0
1986	25,3	95,9	64,5	87,4	273,1
1987	31,4	10,5	113,5	75,4	220,5
<b>Afrique de l'Est et Afrique australe (ZEP)</b>					
1984	111,4	43,8	20,0	446,7	621,9
1985	59,9	6,6	27,7	425,2	519,4
1986	27,7	7,4	27,7	353,5	416,3
1987	11,3	0,2	12,7	392,1	416,3
<b>Total pays africains en développement</b>					
1984	453,7	1 106,1	174,8	714,7	2 449,3
1985	502,6	1 251,9	187,1	653,6	2 595,2
1986	466,8	1 107,8	254,2	534,4	2 363,2
1987	617,9	106,0	165,6	508,3	1 363,7

Source :

ECA : Statistiques du commerce extérieur pour l'Afrique (E/CM.14/Stat/Ser.C/B), 1990, pp. 66-120.

## ANNEXE II

Matrice du commerce entre les sous-régions (importations)  
(en millions de dollars)

Sous-région importatrice  ----- Partenaire	Afrique du Nord	Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	Afrique centrale (CEEAC)	Afrique de l'Est et Afrique australe (ZEP)	Total pays africains en développement
<b>Afrique du Nord</b>					
1984	279,1	337,8	11,1	71,2	699,2
1985	440,6	110,3	13,8	19,1	583,8
1986	541,6	90,4	27,9	29,0	688,9
1987	468,6	58,6	26,2	4,6	558,0
<b>Afrique de l'Ouest (CEDEAO)</b>					
1984	69,7	901,7	40,9	1,3	1 013,6
1985	93,0	101,2	59,8	0,7	254,7
1986	82,0	934,5	88,3	5,6	1 110,4
1987	114,3	164,5	57,5	12,8	349,1
<b>Afrique centrale (CEEAC)</b>					
1984	66,0	126,1	95,7	10,7	298,5
1985	38,5	106,6	85,1	23,3	253,5
1986	83,1	36,0	68,5	16,6	204,2
1987	57,2	7,5	14,0	18,8	97,5
<b>Afrique de l'Est et Afrique australe (ZEP)</b>					
1984	136,2	19,5	130,8	514,2	800,7
1985	115,5	19,5	103,7	492,2	730,9
1986	96,4	7,9	99,3	380,5	584,1
1987	104,1	4,2	70,9	234,9	414,1
<b>Total pays africains en développement</b>					
1984	551,0	1 385,1	278,5	597,4	2 812,0
1985	687,6	337,6	262,4	535,3	1 822,9
1986	803,1	1 068,8	284,0	431,7	2 587,6
1987	744,2	234,8	168,6	271,1	1 418,7